

Mémorial  **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Samedi, 18 septembre 1920.

N^o 68.

Samstag, 18. September 1920.

Arrêté grand-ducal du 15 septembre 1920, concernant l'institution d'un service spécial de contrôle des caisses et de la comptabilité des communes et des établissements publics.

Nous CHARLOTTE, par la grace de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 6 avril 1920, portant réorganisation du service de contrôle des caisses et de la comptabilité des communes et des établissements publics, notamment l'art. 2;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre d'État, Président du Gouvernement;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Il est institué près la Direction générale de l'Intérieur un service spécial pour le contrôle des caisses et de la comptabilité des communes et des établissements publics.

Ce service se composera de contrôleurs et du personnel auxiliaire purement nécessaire pour la prompte et régulière expédition des affaires. Il formera sous l'autorité du chef de bureau une section à part dans la Division de l'Intérieur. Les contrôleurs alternent dans le service et changeront de circonscription chaque année, suivant les ordres du Directeur général du service afférent.

Großh. Beschluß vom 15. September 1920, betreffend Einrichtung eines besonderen Kontrolldienstes der Kassen und der Buchführung der Gemeinden und der öffentlichen Anstalten.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden, Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 6. April 1920, betreffend die Neuordnung des Kontrolldienstes der Kassen und der Buchführung der Gemeinden und der öffentlichen Anstalten, namentlich des Art. 2 dieses Gesetzes;

Nach Anhörung unserer Staatsräte;

Auf den Bericht unserer Staatsminister, Präsidenten der Regierung;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Ein besonderer Kontrolldienst der Kassen und der Buchführung der Gemeinden und der öffentlichen Anstalten ist bei der General-Direktion des Innern eingerichtet.

Dieser Dienstzweig begreift Kontrolleure und auch zur schnellen und regelmäßigen Erledigung der Dienstgeschäfte notwendige Hilfspersonal. Er bildet eine dem Vizevorsitzer unterstehende, getrennte Zektion in der Abteilung des Innern. Jedes Jahr, den Anweisungen des ausländigen General-Direktor entsprechend, lösen die Kontrolleure sich gegenseitig in ihrem Dienst ab und wechseln die ihnen zugetheilten Kontrollbezirke.

Un des contrôleurs désigné à ces fins par le Directeur général du service afférent, sera chargé de la direction immédiate du service.

Art. 2. Nul ne peut être nommé aux fonctions de contrôleur, s'il n'a fait preuve des qualités, aptitudes et connaissances requises au cours d'un stage, d'abord, et par un examen ensuite.

Art. 3. Pour être admis au stage dans le service de contrôle, l'aspirant aura à produire à l'appui de sa demande:

- 1° un extrait de son acte de naissance;
- 2° un certificat de bonnes vie et mœurs, délivré par le bourgmestre de son domicile réel, et un extrait du casier judiciaire;
- 3° un certificat du médecin-inspecteur du canton constatant que l'aspirant est d'une constitution saine et robuste, habitant à un travail régulier et soutenu, tant au bureau que dans le service actif, et qu'il est exempt de toute infirmité et de tout défaut physique, ainsi que de toute affection ou prédisposition qui puissent être ou devenir une cause de répulsion ou de contamination;
- 4° le diplôme de maturité ou de capacité d'un des établissements d'enseignement moyen du Grand-Duché;
- 5° un certificat constatant que l'intéressé a travaillé pendant deux ans au moins dans les bureaux de la Division de l'Intérieur ou des commissariats de district, ou a occupé pendant la même période les fonctions de secrétaire ou de receveur communal.

Art. 4. Le Directeur général du service afférent désigne, parmi les candidats reçus, celui ou ceux qui seront admis au stage.

La décision est révocable à tout moment pendant la durée du stage.

Einer der Kontrolleure, der dieserhalb vom zuständigen General-Direktor bezeichnet wird, ist mit der unmittelbaren Leitung des Dienstes beauftragt.

Art. 2. Niemand kann das Amt als Kontrolleur erlangen, der nicht zunächst während einer Probezeit, darnach in einer Prüfung den Nachweis erbracht hat, daß er die nötigen Eigenschaften, Befähigungen und Kenntnisse besitzt.

Art. 3. Um zur Probe im Kontrolldienst zugelassen zu werden, muß der Anwärter zu seinem Gesuch beibringen:

1. einen Auszug seiner Geburtsurkunde;
2. ein vom Bürgermeister seines tatsächlichen Wohnortes ausgestelltes Führung- und Sittenzugnis, und einen Auszug aus dem Strafregister;
3. eine Bescheinigung des Sanitätsinspectors des betreffenden Kantons, aus der hervorgeht, daß der Anwärter von einer gesunden und kräftigen, zu regelmäßiger und anhaltender Arbeit, sowohl im Büro als im äußeren Dienst befähigten Konstitution ist und von jeglichem Gebrechen und körperlichen Fehler, sowie von jedem abstoßenden oder ansteckenden Uebel frei, noch zu einem solchen veranlagt ist;
4. das Reife- oder Mündigkeitzeugnis einer mittleren Unterrichtsanstalt des Großherzogtums;
5. ein Zeugnis, das bescheinigt, daß der Anwärter während mindestens zwei Jahre in den Büros der Abteilung des Innern oder eines Distriktskommissariats beschäftigt gewesen ist, oder, daß er während der gleichen Zeitdauer das Amt als Gemeindef sekretär oder Teilnehmer versehen hat.

Art. 4. Der zuständige General-Direktor bezeichnet unter den Kandidaten den oder diejenigen, die zur Probe zugelassen sind.

Dieser Entscheid ist jederzeit während der Probezeit widerruflich.

Art. 5. Le stage a un double but : d'une part, il est appelé à constater que le candidat possède les dispositions naturelles et les qualités morales requises pour l'emploi de contrôleur : caractère droit et accommodant, bonne conduite, dévouement, esprit d'ordre, ponctualité et ardeur au travail ; d'autre part, le stage doit permettre l'initiation aux connaissances administratives et techniques nécessaires pour se présenter à l'examen de contrôleur.

Art. 6. La durée du stage dans le service de contrôle est de trois ans.

Art. 7. L'examen de contrôleur se fera par écrit et portera sur les matières ci-après :

1^o Langues française et allemande : rédactions sur des sujets empruntés aux matières sub 2 à 7 ;

2^o Notions générales sur la Constitution et sur l'organisation des différents services publics de l'État ;

3^o Législation sur l'organisation des communes, des syndicats de communes et des établissements publics soumis à l'autorité communale ; dispositions réglant les droits et obligations des employés communaux ;

4^o Connaissance approfondie des règles sur la comptabilité communale ainsi que de toutes les dispositions législatives ou réglementaires concernant des recettes ou des dépenses communales ;

5^o Principes généraux en matière de finances communales ;

6^o Lois et règlements sur la comptabilité de l'État ;

7^o Éléments de comptabilité commerciale.

L'épreuve écrite pourra être complétée par des épreuves orales si la commission d'examen le juge utile.

Art. 5. Die Probezeit hat einen doppelten Zweck: einerseits soll sie feststellen, ob der Kandidat die zur Ausübung des Amtes als Kontrolleur erforderliche Begabung und notwendigen moralischen Eigenschaften, namentlich einen graden, anpassungsfähigen Charakter, eine gute Führung, Hingebung, Ordnungssinn, Pünktlichkeit und Eifer zur Arbeit besitzt; andererseits soll sie dem Kandidaten gestatten, die zum erfolgreichen Bestehen der Kontrolleurprüfung nötigen Verwaltungs- und Fachkenntnisse zu erwerben.

Art. 6. Die Probezeit im Kontrolldienst dauert drei Jahre.

Art. 7. Die Kontrolleurprüfung wird schriftlich abgelegt und erstreckt sich über folgende Gegenstände:

1. französische und deutsche Sprache: Aufsätze über Gegenstände, die in den unter 2 bis 7 aufgezählten Stoffen zu wählen sind;

2. allgemeine Begriffe über die Verfassung und die politische Organisation der verschiedenen öffentlichen Staatsdienste;

3. Gesetzgebung über die Einrichtung der Gemeinden, Gemeindefunktionen und den Gemeinden unterliegenden öffentlichen Anstalten; Bestimmungen betreffend Rechte und Pflichten der Gemeindebeamten;

4. gründliche Kenntnis der Regeln des Gemeindefinanzwesens, sowie aller gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen betreffend Einnahmen und Ausgaben der Gemeinden;

5. allgemeine Grundsätze der Gemeindefinanzen;

6. Gesetze und Reglemente des Staatsrechnungswesens;

7. wesentliche Grundbegriffe der Geschäftsbuchführung.

Die schriftliche Prüfung kann durch mündliche Fragen ergänzt werden, falls die Kommission dies als nützlich erachtet.

Art. 8. Sont dispensés du stage et de l'examen les secrétaires de district après cinq années de service dans ces fonctions, s'ils remplissent d'ailleurs les conditions fixées à l'art. 3, sub n^{os} 1 à 4.

Peuvent être dispensés de l'examen dans une ou plusieurs des matières du programme déterminé à l'art. 7 les stagiaires porteurs de certificats constatant qu'ils ont déjà subi avec succès une épreuve dans ces matières.

Art. 9. L'examen aura lieu devant une commission instituée par le Directeur général du service afférent et composée de trois membres effectifs et d'un membre suppléant.

Ne peuvent être membres de la commission les parents ou alliés d'un candidat jusqu'au 4^e degré inclusivement.

La commission arrête la procédure à suivre aux examens et statue sur le mérite des épreuves, en prononçant l'admission, le rejet ou l'ajournement des candidats.

Le candidat ajourné ne pourra se représenter à l'examen avant l'expiration d'une année et, en cas de nouvel insuccès, avant l'expiration d'une seconde année.

Les décisions de la commission sont sans recours.

En cas de succès, la commission délivrera un certificat qui le constate. Ce certificat portera le visa du Directeur général du service afférent.

Art. 10. Disposition transitoire. Sont dispensés de l'examen et du stage les employés actuels de la Division de l'Intérieur qui, au moment de la publication du présent arrêté, réunissent les trois conditions suivantes, à savoir:

1^o ont été occupés au contrôle de la comp-

Art. 8. Die Districtsekretäre sind nach fünf Jahren Dienst in diesem Amt von der Probezeit und der Prüfung entbunden, falls sie im übrigen die in Art. 3 unter 1 bis 4 festgesetzten Bedingungen erfüllen.

Von der Prüfung in einem oder mehreren Fächern des in Art. 7 vorgesehenen Programmes können die Stagiare entbunden werden, die Inhaber von Zeugnissen sind, an denen hervorgeht, daß sie bereits eine Prüfung über die betreffenden Gegenstände mit Erfolg bestanden haben.

Art. 9. Die Prüfung wird vor einer vom zuständigen General-Direktor eingesetzten, aus drei wirklichen und einem Ergänzungsmitglied bestehenden Kommission abgeleitet.

Verwandte oder Verwandte eines Kandidaten bis zum vierten Grad einschließl. dürfen nicht Mitglieder der Kommission sein.

Die Kommission legt den Stand der Prüfung fest und bejuroet über den Wert der Prüfungsarbeiten, indem sie über Bestehen, Nichtbestehen oder Zurückstellung der Kandidaten entscheidet.

Der Kandidat darf sich im Falle von Zurückstellung erst nach Ablauf einer Jahre und im Falle einer zweiten Zurückstellung, nach Ablauf einer weiteren Jahre, erneut zur Prüfung stellen.

Gegen die Beschlüsse der Kommission ist eine Berufung nicht zulässig.

Im Falle des Bestehens der Prüfung stellt die Kommission ein entsprechendes Zeugnis aus, das mit dem Visa des zuständigen General-Direktors versehen wird.

Art. 10. Überquang berimwano. Von der Prüfung und der Probezeit sind entbunden die jetzigen Beamten der Abteilung des Innern, die bei Veröffentlichung diese Beschlusses:

1. während wenigstens fünf Jahre im regel-

tabilité communale, d'une façon régulière et permanente, pendant cinq ans au moins;

2^o sont porteurs du certificat de l'examen de commis de première classe des bureaux du Gouvernement;

3^o remplissent les conditions prescrites à l'art. 3, n^{os} 1 à 4.

Dispense de l'examen, avec réduction du stage à deux ans, pourra être accordée aux employés qui, au moment de la publication du présent arrêté, comptent au moins neuf années de service passées à la Division de l'Intérieur, sans remplir les conditions énumérées ci-dessus sous 1^o et 2^o. Le temps pendant lequel ces employés auraient été occupés d'une façon régulière au contrôle de la comptabilité communale, est considéré comme stage.

Art. 11. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Château de Berg, le 15 septembre 1920.

CHARLOTTE.

Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,
E. REUTER.

Arrêté grand-ducal du 15 septembre 1920, modifiant et complétant l'arrêté grand-ducal du 30 octobre 1906, portant règlement d'exécution de la loi du 29 mai 1906, sur les habitations à bon marché.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.

Vu la loi du 29 mai 1906, sur les habitations à bon marché et notamment l'art. 18 de la dite loi;

Vu l'article unique de la loi du 14 décembre 1914, portant modification de celle du 29 mai 1906;

Revu l'arrêté grand-ducal du 30 octobre

nähriger und dauernder Weise im Kontrolldienst des Gemeinderchnungswesens beschäftigt gewesen sind und

2. Inhaber des Prüfungszertifikates für Kommiss erster Klasse der Regierungsbüros sind, sowie

3. die in Art. 3 unter 1 bis 4 vorgeschriebenen Bedingungen erfüllen.

Von der Prüfung können entbunden werden, bei Herabsetzung der Probezeit auf zwei Jahre, die Beamten, die bei Veröffentlichung dieses Beschlusses, wenigstens neun Dienstjahre in der Abteilung des Innern zählen, ohne die vorstehend unter 1 und 2 aufgezählten Bedingungen zu erfüllen. Die Zeit, während der diese Beamten regelmäßig in der Kontrolle der Gemeindebuchführung beschäftigt sind, wird als Probezeit angesehen.

Art. 11. Dieser Beschluss soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Schloß Berg, den 15. September 1920.

Charlotte.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
E. Reuter.

Großh. Beschluss vom 15. September 1920, betr. Abänderung und Ergänzung der in Ausführung des Gesetzes vom 29. Mai 1906, über die Erbauung billiger Wohnungen erlassenen Großh. Beschluss vom 30. Oktober 1906.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Mai 1906, über die Erbauung billiger Wohnungen und besonders des Art. 18 dieses Gesetzes;

Nach Einsicht des einzigen Artikels des Gesetzes vom 14. Dezember 1914, betreffend Modifikation des Gesetzes vom 29. Mai 1906;

Nach Wiedereinsicht des Großh. Beschlusses

1906, et celui du 3 octobre 1911, concernant les dispositions d'exécution de la loi du 29 mai 1906;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et de Notre Directeur général de l'agriculture et de la prévoyance sociale, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'art. 1^{er} de l'arrêté grand-ducal du 30 octobre 1906, portant règlement d'exécution de la loi du 29 mai 1906, sur les habitations à bon marché, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Art. 1^{er}. — Le bénéfice de la loi du 29 mai 1906 sur les habitations à bon marché s'applique:

» a) à toutes les habitations dont le revenu cadastral, à l'exclusion de celui du terrain, ne dépasse pas 200 francs dans les communes de moins de 5000 habitants, et 250 francs dans les communes de 5000 habitants et au-delà;

» b) à défaut de revenu cadastral, à toutes les habitations dont la valeur de construction à l'exclusion de celle du terrain, ne dépasse pas la somme de 25.000 francs dans les communes de moins de 5000 habitants et de 40.000 francs dans les communes de 5000 habitants et au-delà.

» Les terrains devant servir d'emplacement à la construction d'une habitation à bon marché, ainsi qu'à ses dépendances, telles que cour et jardin, tombent sous l'application de la présente loi, lorsque leur valeur vénale ne dépasse pas la somme de 2000 francs dans les communes de moins de 5000 habitants, et de 3000 francs dans les communes de 5000 habitants et au-delà.

» Ces limitations ne s'appliquent pas aux habitations achetées, construites ou à construire par les communes ou par les sociétés, et qui sont destinées à être louées ou vendues aux

vom 30. Oktober 1906 und desjenigen vom 3. Oktober 1911, welche Ausführungsbestimmungen zum Gesetz vom 29. Mai 1906 enthalten;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Finanzen und Unseres General-Direktors des Ackerbaus und der sozialen Fürsorge und nach Beratung der Regierung im Staatsrat;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Art. 1 des Großh. Beschlusses vom 30. Oktober 1906, welcher in Ausführung des Gesetzes vom 29. Mai 1906, über die Erbauung billiger Wohnungen erlassen wurde, ist aufgehoben und durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

„Art. 1. Die Wohltat des Gesetzes vom 29. Mai 1906 über die billigen Wohnungen kommt zugute:

„a) allen Wohnungen, bei denen der Katastral-ertrag der Gebäude, einschließlich des Baugrundstückes, in den Gemeinden mit weniger als 5000 Einwohnern, 200 Fr., und in diejenigen mit 5000 Einwohnern und mehr, 250 Fr. nicht übersteigt.

„b) soweit ein Katastralertrag nicht gegeben ist, allen Wohnungen, deren Bauwert, ungeteilt des Terrainwertes in Gemeinden mit weniger als 5000 Einwohnern 25.000 Fr., und in den Gemeinden mit 5000 Einwohnern und mehr 40.000 Fr., nicht übersteigt.

„Zum Bau billiger Wohnungen, sowie dazu gehöriger Höfe und Gärten bereitgestellte Grundstücke fallen unter die Bestimmungen vorerwähnten Gesetzes, wenn ihr Verkaufswert in den Gemeinden mit weniger als 5000 Einwohnern, 2000 Fr., in den Gemeinden mit 5000 Einwohnern und mehr, 3000 Fr. nicht übersteigt.

„Die einschränkenden Bestimmungen sind auf von den Gemeinden oder Gesellschaften gekaufte, errichtete oder zu errichtende Wohnungen nicht anwendbar, wenn diese dazu bestimmt sind,

personnes visées par l'art. 1^{er}, paragraphe 1^{er} de la loi organique, sans cependant que ces personnes puissent invoquer le bénéfice des lois et règlements sur les habitations à bon marché pour le cas où les limites tracées par le présent article seraient dépassées.»

Art. 2. L'art. 3 du même arrêté grand-ducal du 30 octobre 1906, respectivement l'art. 1^{er} de l'arrêté grand-ducal du 3 octobre 1911, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

« Le taux de l'intérêt à servir à la Caisse d'épargne par les emprunteurs est fixé uniformément à 4 % par an. Cette disposition n'est pas applicable aux prêts consentis avant la publication du présent arrêté.

« Pour le calcul des intérêts, l'année est comptée à 360 jours et les mois à 30 jours. »

Art. 3. L'art. 17, n^{os} 3 et 4, du même arrêté grand-ducal du 30 octobre est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« 3^o Les maisons dont le revenu cadastral dépasse 200 francs dans les communes de moins de 5000 habitants, et 250 francs dans les communes de 5000 habitants et au-delà et à défaut de revenu cadastral, les maisons dont la valeur de construction, à l'exclusion de celle du terrain, dépasse la somme de 25.000 francs dans les communes de moins de 5000 habitants, et de 40.000 francs dans les communes de 5000 habitants et au-delà.

« 4^o les terrains devant servir d'emplacement à la construction d'une habitation à bon marché et dont la valeur vénale dépasse 2000 francs dans les communes de moins de 5000 habitants, et 3000 francs dans les communes de 5000 habitants et au-delà. »

Art. 4. Les art. 19 et 20 du même arrêté grand-ducal du 30 octobre 1906 sont abrogés et remplacés comme suit:

an die in Art. 1, Abs. 1 des Grundgesetzes bezeichneten Personen vermietet oder verkauft zu werden; diese Personen können jedoch die Wohlthat der Gesetze und Reglemente über die billigen Wohnungen nicht in Anspruch nehmen in den Fällen, wo die weiter oben der Anwendbarkeit dieses Artikels gezogenen Grenzen überschritten werden.“

Art. 2. Art. 3 des gleichen Beschlusses vom 30. Oktober 1906, bezw. Art. 1 des Großh. Beschlusses vom 3. Oktober 1911, sind aufgehoben und durch folgende Bestimmungen ersetzt:

„Der an die Sparkasse zu zahlende Zins beträgt gleichmäßig für alle Darlehensnehmer 4 % jährlich. Diese Bestimmung ist jedoch auf vor der Veröffentlichung gegenwärtigen Beschlusses bewilligte Darlehen nicht anwendbar.

Für die Zinsberechnung wird das Jahr mit 360, der Monat mit 30 Tagen angenommen.

Art. 3. Art. 17, Ziffer 3 und 4, des gleichen Beschlusses vom 30. Oktober ist aufgehoben und durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

„3. Die Häuser, deren Katastralertrag 200 Fr. in den Gemeinden von weniger als 5000 Einwohnern, 250 Fr. in den Gemeinden von 5000 und mehr Einwohnern und, bei fehlendem Katastralertrag, die Häuser, deren Bauwert, ungerichtet de. Terrainwertes, 25.000 Fr. in den Gemeinden mit weniger als 5000 Einwohnern und 40.000 Fr. in den Gemeinden mit 5000 und mehr Einwohnern übersteigt.

„4. Baugrundstücke zu billigen Wohnungen, deren Verkaufswert 2000 Fr. in den Gemeinden mit weniger als 5000 Einwohnern und 3000 Fr. in den Gemeinden mit 5000 Einwohnern und mehr, nicht übersteigt.“

Art. 4. Art. 19 und 20 des gleichen Beschlusses vom 30. Oktober 1906 sind aufgehoben und durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

« Art. 19. — Les prêts peuvent être accordés par la Caisse d'épargne jusqu'à concurrence des sept dixièmes de la valeur vénale de la maison, y compris le coût du terrain; ils peuvent même être accordés jusqu'à concurrence des dix dixièmes de cette valeur lorsque l'emprunteur donne en gage des valeurs mobilières ou même d'autres immeubles; ces derniers ne seront cependant pris en considération que pour deux tiers de leur valeur vénale, s'il s'agit de propriétés rurales, et pour la moitié, s'il s'agit de bâtiments, de vignes, de bois ou de haies à récolte, le tout sans que les prêts à accorder aux particuliers puissent dépasser la somme de 18.000 francs dans les communes de moins de 5000 habitants, et de 30.000 francs dans les communes de 5000 habitants et au-delà. »

La Caisse d'épargne sera indemnisée par l'État du chef des pertes qu'elle peut essuyer sur les opérations concernant le service des habitations à bon marché, telles que ces pertes sont accusées annuellement par le bilan.

Cette indemnisation sera limitée aux prêts consentis après l'entrée en vigueur du présent arrêté; elle cessera avec le remboursement intégral des prêts consentis sous le régime du présent arrêté.

Art. 5. L'art. 34, alinéa 2, du même arrêté grand-ducal du 30 octobre 1906 est abrogé et remplacé comme suit:

« Les frais d'expert sont à la charge de l'emprunteur; ils sont liquidés à raison d'un émolument fixe de 15 francs, y compris la rédaction du rapport; en cas de déplacement hors du lieu de sa résidence, il est alloué à l'expert un supplément de 60 centimes par kilomètre parcouru sur route ordinaire et de 20 centimes par kilomètre par chemin de fer. »

Art. 6. Les personnes qui sont déjà propriétaires d'une maison sont exclus du bénéfice des prêts conformément à l'art. 6 lit. a de la loi du 29 mai 1906, modifiée par celle du 14 décembre 1914.

„Art. 19. Die Häuser können von der Sparkasse bis zu sieben Zehntel ausnahmsweise sogar, wenn der Entleiher Mobilienwerte oder andere Grundstücke als Pfand gibt, bis zu zehn Zehntel ihres Verkaufswertes einschließlich Terrainpreises beliehen werden; als Pfand bestellte Grundstücke werden jedoch nur mit zwei Drittel ihres Verkaufswertes, wenn es sich um landwirtschaftlich genutzten Boden, mit der Hälfte ihres Verkaufswertes, wenn es sich um Gebäude, Weinberge, Wälder oder Lohheiden handelt, in Anspruch gebracht; die Privaten zu gewährenden Darlehen dürfen aber in keinem Falle 18.000 Fr. in den Gemeinden mit weniger als 5000 Einwohnern und 30.000 Fr. in den Gemeinden mit 5000 und mehr Einwohnern, übersteigen.

Die Sparkasse wird vom Staate für etwaige Verluste, welche sie bei den auf die Beschaffung billiger Wohnungen bezüglichen Geschäften erlitten hat, nach Maßgabe der einschlägigen Milieuachweise entschädigt.

Die Entschädigung erstreckt sich ausschließlich auf nach dem Inkrafttreten dieses Beschlusses bewilligte Darlehen; sie hört mit der vollständigen Rückzahlung der auf Grund dieses Beschlusses bewilligten Darlehen auf.

Art. 5. Art. 34, Abs. 2 des gleichen Beschlusses vom 30. Oktober 1906 ist aufgehoben und durch folgenden Text ersetzt:

„Die Sachverständigenkosten sind zu Lasten des Entleihers; die Grundgebühr, einschließlich Schreibgebühr für die Abfassung des „Berichte“, beträgt 15 Fr.; bei Reisen außerhalb der Residenz erhält der Sachverständige für jeden auf gewöhnlicher Straße zurückgelegten Kilometer 0.60 Fr., für jeden Eisenbahnkilometer 0.20 Fr.

Art. 6. Von der Inanspruchnahme der Vorteile der gemäß Art. 6 lit. a des Gesetzes vom 29. Mai 1906, abgeändert durch Gesetz vom 11. Dezember 1914, gewährten Darlehen, sind ausgeschlossen:

Sont en outre exclues les personnes qui figurent sur les rôles des contributions directes de l'État pour un revenu global supérieur à 12.000 francs; les revenus provenant de capitaux placés, entrent dans la formation de ce revenu global par six francs à raison de 1 franc de revenu; lorsque le contribuable possède des immeubles autres que la maison qui sont frappés de l'impôt complémentaire, ou qu'il possède des capitaux ou valeurs mobilières, frappés exclusivement de cet impôt, chaque franc d'impôt complémentaire est censé représenter 180 francs de revenu.

Art. 7. L'art. 38 de l'arrêté grand-ducal du 30 octobre 1906, qui prévoit une retenue à charge de l'emprunteur est abrogé.

Le prélèvement à opérer sur le fonds des habitations à bon marché au profit du fonds de réserve, fixé à 2½ % par l'art. 2 de l'arrêté grand-ducal du 3 octobre 1911, est porté à 1 %.

Art. 8. Toutes les dispositions contraires aux présentes sont abrogées.

Art. 9. Notre Directeur général des finances et Notre Directeur général de l'agriculture et de la prévoyance sociale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Mémorial*.

Château de Berg, le 15 septembre 1920.

CHARLOTTE.

*Pour le Directeur général des finances,
Le Directeur général de la justice
et des travaux publics,*

A. LIESCH.

*Le Directeur général de l'agriculture
et de la prévoyance sociale,*

R. DE WAHA.

Personen, welche schon Hauseigentümer sind, weiter: Personen, welche mit einem Gesamteinkommen von über 12.000 Fr. für die direkte Staatssteuer veranlagt sind; das aus Kapitalanlagen herrührende Einkommen wird für die Berechnung dieses Gesamteinkommens mit 6 Fr. für 1 Fr. Einkommen in Ansatz gebracht; besitzt der Steuerpflichtige außer dem Hause noch Grundstücke, für die er zur Ergänzungssteuer herangezogen wird, oder Kapitalien oder Mobilienwerte, für die er nur diese Steuer bezahlt, so wird angenommen, daß je einem Franken Zusatzsteuer ein Einkommen von 180 Fr., entspricht.

Art. 7. Art. 38 des Großh. Beschlusses vom 30. Oktober 1906, der einen Abzug zu Ungunsten des Entleihers vorsieht, ist aufgehoben. Der Kassenfonds wird aus dem zur Beschaffung billiger Wohnungen bereitgestellten Fonds gespeist; die jährlichen Entnahmen aus dem Spezialfonds zu diesem Zwecke geschehen künftig nach dem Satz von 4 % statt nach dem in Art. 2 des Großh. Beschlusses vom 3. Oktober festgelegten Satz von 2½ %

Art. 8. Alle den Bestimmungen gegenwärtigen Beschlusses zuwiderlaufende Bestimmungen sind aufgehoben.

Art. 9. Unser General-Direktor der Finanzen und Unser General-Direktor des Ackerbaus und der sozialen Fürsorge sind jeder für seinen Zuständigkeitsbereich mit der Ausführung dieses Beschlusses betraut, der im „Memorial“ erscheint.

Schloß Berg, den 15. September 1920.

Charlotte.

*Für den General-Direktor der Finanzen,
Der General-Direktor der Justiz
und der öffentlichen Arbeiten,
A. L i e s c h.*

*Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge,
R. d e W a h a.*

Arrêté grand-ducal du 15 septembre 1920, complétant l'arrêté g.-d. du 6 août 1920, portant défense d'importation de bêtes des espèces bovine, porcine et ovine.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Revu Notre arrêté du 6 août 1920, portant défense d'importation de bêtes des espèces bovine, porcine et ovine dans le Grand-Duché;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État, et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Directeur général de l'Agriculture et de la prévoyance sociale, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'art. 1^{er}, alinéa 1^{er} de Notre arrêté du 6 août 1920, sus-indiqué, est complété et rédigé comme suit:

« Jusqu'à disposition ultérieure, l'importation de bêtes des espèces bovine, porcine, ovine et caprine dans le Grand-Duché est interdite.

Art. 2. Notre Directeur général de l'Agriculture et de la prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 15 septembre 1920.

CHARLOTTE.

Pour le Directeur général de l'Agriculture,
et de la prévoyance sociale,
Le Directeur général de la justice
et des travaux publics,
A. LIESCH.

Großh. Beschluß vom 15. September 1920, wodurch der Beschluß vom 6. August 1920, betr. das Verbot der Einfuhr von der Rinder-, Schweine- und Schafrassen angehörende Ziegen ergänzt wird.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Wiedererinsicht Unseres Beschlusses vom 6. August 1920, wodurch die Einfuhr von der Rinder-, Schweine- und Schafrasse angehörenden Tieren ins Großherzogtum verboten wird;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, welches der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Auf den Bericht Unseres General-Directors des Ackerbaus und der sozialen Fürsorge und nach Beratung der Regierung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Der erste Absatz von Art. 1 Unseres oben erwähnten Beschlusses vom 6. August 1920 erhält folgenden Wortlaut:

„Die Einfuhr ins Großherzogtum von der Rinder-, Schweine-, Schaf- und Ziegenrasse angehörenden Tieren ist bis auf Weiteres verboten.“

Art. 2. Unser General-Director des Ackerbaus und der sozialen Fürsorge ist mit der Ausführung dieses Beschlusses betraut.

Schloß Berg, den 15. September 1920.

Charlotte.

Für den General-Director des Ackerbaus,
und der sozialen Fürsorge,
Der General-Director der Justiz,
und der öffentlichen Arbeiten,
A. Liesch.

Arrêté grand-ducal du 16 septembre 1920, par lequel l'exportation de certains produits agricoles est rendue libre.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'arrêté grand-ducal du 4 août 1916, portant défense d'exportation de certains produits et objets;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Directeur général de l'Agriculture et de la prévoyance sociale, et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Par dérogation aux dispositions de l'arrêté grand-ducal du 4 août 1916, les produits agricoles ci-après énumérés sont rendus libres à l'exportation:

- 1^o Avoine;
- 2^o Orge;
- 3^o Sarrasin;
- 4^o Féveroles;
- 5^o Vesces;
- 6^o Lin;
- 7^o Colza;
- 8^o Semences de trèfle et de graminées de toute espèce.

Art. 2. Pour le surplus, les autres dispositions de l'arrêté grand-ducal du 4 août 1916 resteront en vigueur.

Art. 3. Notre Directeur général de l'Agriculture et de la prévoyance sociale, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 16 septembre 1920.

CHARLOTTE.

Le Directeur général de l'Agriculture
et de la prévoyance sociale,

R. DE WAHA,

Großh. Beschluß vom 16. September 1920, durch welchen die Ausfuhr gewisser Agrarprodukte freigegeben wird.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 4. August 1916, betr. Ausfuhrverbot für gewisse Produkte und Gegenstände;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, das der Regierung die nötigen Vollmachten verleiht zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrats und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors des Ackerbaus und der sozialen Fürsorge und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Zu Abweichung von den Bestimmungen des Großh. Beschlusses vom 4. August 1916 werden die nachfolgend aufgezählten Agrarprodukte für die Ausfuhr freigegeben:

1. Hafer;
2. Gerste;
3. Buchweizen;
4. Feldbohnen;
5. Wicken;
6. Weisensamen;
7. Mais;
8. Klee- und Grassamen jeder Art.

Art. 2. Im Übrigen bleiben die Bestimmungen des Großh. Beschlusses vom 4. August 1916 in Kraft.

Art. 3. Unser General-Direktor des Ackerbaus und der sozialen Fürsorge ist mit der Ausführung dieses Beschlusses betraut.

Schloß Berg, den 16. September 1920.

Charlotte.

Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge,

R. de W a h a.

Arrêté ministériel du 11 septembre 1920, portant fixation du régime des suppléments à servir aux personnes titulaires d'une rente-accident.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;

Vu l'art. 288 *ter* du budget des dépenses pour 1920;

Arrête:

Art. 1^{er}. Provisoirement et jusqu'à disposition contraire, il est accordé, à partir du 1^{er} juillet 1920, en cas d'indigence, des secours sous forme de suppléments de rente aux personnes jouissant d'une rente en vertu d'un accident du travail subi dans une entreprise industrielle et antérieur au 1^{er} janvier 1920.

La rente-accident doit correspondre à une incapacité de travail d'au moins 30%.

Des suppléments sont également accordés, en cas d'indigence, aux descendants âgés de moins de 15 ans et aux veuves non-remariées de victimes du travail.

L'octroi des suppléments est subordonné à la condition de la résidence dans le Grand-Duché.

Art. 2. Les suppléments s'élèvent aux taux suivants:

I. 90% de la rente du chef d'un accident survenu dans l'une des années de 1903 à 1915 incl.

II. 40% de la rente du chef d'un accident survenu en 1916;

III. 30% de la rente du chef d'un accident survenu en 1917;

IV. 20% de la rente du chef d'un accident survenu en 1918;

V. 10% de la rente du chef d'un accident survenu en 1919.

Les taux de la catégorie I sont majorés:

a) de 20%, lorsque le pensionnaire est père de un à deux enfants légitimes ou naturels reconnus, âgés de moins de 15 ans accomplis;

Ministerialbeschluss vom 11. September 1920, betreffend die Aufstellung fester Regeln für die Gewährung von Zuschüssen an Unfallrentner.

Der General-Direktor des Altersbaus und der sozialen Fürsorge;

Nach Einsicht des Art. 288 *ter* des Ausgaben-Budgets für 1920;

Beschließt:

Art. 1. Personen die auf Grund eines vor dem 1. Januar 1920 in einem gewerblichen Betrieb erlittenen Unfalls eine Rente beziehen, erhalten, im Falle der Bedürftigkeit, vom 1. Juli ab, vorläufig und bis zu anderweitiger Bestimmung, Beihilfen, in der Form von Renten-zuschüssen.

Bedingung ist, daß die Unfallrente einer Arbeitsunfähigkeit von mindestens 30%, entspricht. Ebenso werden den Abkömmlingen unter 15 Jahren und den nicht wiederverheirateten Witwen von Opfern der Arbeit, Bedürftigkeit vorausgesetzt, Zuschüsse gewährt.

Die Gewährung der Zuschüsse ist an die Bedingung geknüpft, daß der Empfänger im Großherzogtum wohnt.

Art. 2. Die Zuschüsse betragen:

I. 90% der Rente, wenn der sie bewilligende Unfall in den Jahren 1903 bi- einschli. 1915,

II. 40% der Rente, wenn er im Jahre 1916,

III. 30% der Rente, wenn er im Jahre 1917,

IV. 20% der Rente, wenn er im Jahre 1918,

V. 10% der Rente, wenn er im Jahre 1919 eingetreten ist.

Die Sätze unter I werden erhöht:

a) um 20%, wenn der Unfallrentner Vater von 1 oder 2 ehelichen oder unehelichen, aber anerkannten Kindern von unter 15 Jahren ist;

b) de 40%, lorsque le nombre d'enfants est de trois à quatre;

c) de 60%, lorsque le nombre d'enfants est supérieur à quatre.

Les taux de la catégorie II sont majorés dans les mêmes conditions de 20 %, 30 %, et resp. 40 %; les taux de la catégorie III sont majorés dans les mêmes conditions de 10 %, 15 % et resp. 20 %; les taux des catégories IV et V sont majorés dans les mêmes conditions de 5 %, 10 % et resp. 15 %.

Art. 3. Les modifications ultérieures dans le degré de la capacité de travail n'entreront en ligne de compte que si elles sont de 10 % au moins, sans que cependant il soit porté atteinte au principe général inscrit à l'art. 1^{er}, al. 2.

Art. 4. Le supplément ne sera en aucun cas inférieur au montant du double du secours que l'intéressé aurait touché immédiatement avant le 1^{er} juillet 1920.

Art. 5. Les suppléments sont payables d'avance et par mois, avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1920.

Le paiement sera effectué par les bureaux postaux, en vertu de mandats émis par l'association d'assurance contre les accidents.

Les contestations éventuelles seront vidées par le Gouvernement à titre définitif.

Art. 6. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 11 septembre 1920.

*Le Directeur général de l'agriculture
et de la prévoyance sociale,*
R. DE WAHA.

Arrêté du 10 septembre 1920, complétant le nombre des membres de la commission centrale du logement.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE;

Vu l'arrêté ministériel du 6 avril dernier, relatif à l'institution d'une commission centrale

b) um 40%, wenn 3 bis 4 Kinder vorhanden sind;

c) um 60%, wenn mehr als 4 Kinder vorhanden sind.

Unter denselben Bedingungen erhöhen sich die Sätze unter II um 20, 30, bzw. 40 %, die unter III um 10, 15 bzw. 20 %, die unter IV und V um 5, 10 bzw. 15 %.

Art. 3. Nachträglich eingetretene Veränderungen im Grade der Arbeitsfähigkeit werden nur dann berücksichtigt, wenn sie mindestens 10% betragen, jedoch unbeschadet des in Art. 1, Abs. 2 aufgestellten Prinzips.

Art. 4. Der Zuschuß darf keinesfalls weniger als die doppelte Höhe der Unterstützung betragen, die der Beteiligte unmittelbar vor dem 1. Juli 1920 erhalten hätte.

Art. 5. Die Zuschüsse werden monatlich im Voraus, jedoch mit rückwirkender Kraft auf den 1. Juli 1920, gezahlt.

Die Auszahlung geschieht durch die Postanstalten mittels von der Unfallversicherungsgenossenschaft aufgestellter Aufweisungen.

In strittigen Fällen entscheidet die Regierung endgültig.

Art. 6. Dieser Beschluß soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 11. September 1920.

Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge,
M. de Waha.

Beschluß vom 10. September 1920, betreffend Ergänzung der Zentralwohnungskommission.

Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge;

Nach Einsicht des Ministerialbeschlusses vom 6. April d. J., betreffend die Einsetzung einer zen-

du logement, en conformité de l'art. 10 de la loi du 29 mars 1920;

Arrête:

Art. 1^{er}. Feront encore partie de cette commission les personnes ci-après désignées:

1. Jean *Fellgen*, piqueur aux chemins de fer, en retraite, à Luxembourg.
2. Jean *Leischen*, facteur des postes, à Luxembourg.
3. Antoine *Schroeder*, chef-comptable à la Caisse d'épargne à Luxembourg.
4. Mad. Marg. *Thomas*, membre de la Chambre des députés à Luxembourg.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial* et un extrait en sera transmis aux intéressés, pour leur servir de titre.

Luxembourg, le 10 septembre 1920.

*Le Directeur général de l'agriculture
et de la prévoyance sociale,*
R. DE WAHA.

Avis. Jury d'examen.

M. Auguste *Schumacher*, de Luxembourg, étant empêché de se présenter à l'examen pour la candidature en médecine, les publications au n^o 64 du *Mémorial* de l'année courante, en tant qu'elles concernent l'examen de ce récipiendaire, sont rapportées.

Par dérogation au même avis, l'examen oral et pratique de M. Aloyse *Müller*, d'Eschen, récipiendaire pour la candidature en médecine, aura lieu le jeudi, 7 octobre, à trois heures de relevée.

Luxembourg, le 15 septembre 1920.

*Le Directeur général
de l'instruction publique,*
N. WELTER.

tralen Wohnungskommission, gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 29. März 1920;

B e s c h l u ß:

Art. 1. In die vorbezeichnete Kommission sind noch die folgenden Personen ernannt:

1. Johann *Fellgen*, pens. Bahnammeister, Luxemburg.
2. Joh. *Leischen*, Briefträger, Luxemburg.
3. Ant. *Schroeder*, Oberbuchhalter an der Sparkasse, Luxemburg.
4. Frau Marg. *Thomas*, Mitglied der Abgeordneten-Kammer, Luxemburg.

Art. 2. Dieser Beschluß wird im „Memorial“ veröffentlicht; ein Auszug wird den Beteiligten als Beglaubigungsstück zugesellt.

Luxembourg, den 10. September 1920.

Der General-Direktor des Ackerbaus
und der sozialen Fürsorge,
H. de WAHA.

Bekanntmachung. Prüfungsjury.

Da Hr. August *Schumacher* aus Luxemburg verhindert ist, an der Prüfung für die Kandidatur in der Medizin teilzunehmen, sind die Bekanntmachungen in Nr. 64 des „Memorial“ des laufenden Jahres widerrufen, soweit sie sich auf die Prüfung dieses Rezipienten beziehen.

Zu Abänderung derselben Bekanntmachung findet die mündliche und praktische Prüfung des Hrn. Aloyse *Müller* aus Eschen, Rezipient für die Kandidatur in der Medizin, am Donnerstag, den 7. Oktober, um 3 Uhr nachmittags, statt.

Luxembourg, den 15. September 1920.

Der General-Direktor
des öffentlichen Unterrichts,
H. Welter.

Avis. Chambre des Comptes.

Par arrêté grand-ducal du 27 août 1920, MM. Louis *Beicht* et Albert *Kneip*, commis à la Chambre des comptes, ont été nommés contrôleurs à la même chambre.

Luxembourg, le 11 septembre 1920.

Le Directeur général des finances,
A. NEYENS.

Avis. Chambre de commerce.

Par arrêté grand-ducal du 17 août 1920, M. J.-P. *Sevénig*, professeur des sciences commerciales à l'école industrielle et commerciale à Luxembourg, a été nommé secrétaire de la chambre de commerce, pour un nouveau terme de six ans, à partir du 1^{er} septembre 1920.

Luxembourg, le 14 septembre 1920.

*Le Directeur général du commerce,
de l'industrie et du travail,*
A. PISCATORE.

Avis. Règlement communal.

En séance du 3 juillet 1920, le conseil communal de la ville de Luxembourg, a édicté un règlement concernant la perception des taxes aux foires et marchés ainsi que la vente par colportage. - Ce règlement a été dûment approuvé et publié.

Luxembourg, le 13 septembre 1920.

*Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,*
E. REUTER.

Avis. Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 30 septembre au 14 octobre 1920, dans la commune de Bettembourg, une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour l'établissement

Bekanntmachung. - Rechnungskammer.

Durch Großh. Beschluß vom 27. August 1920, sind die H. H. Ludwig *Beicht* und Albert *Kneip*, Kommiss bei der Rechnungskammer, zu Kontrollenren dafelbst ernannt worden.

Luxemburg, den 11. September 1920.

Der General Direktor der Finanzen,
H. N e y e n s.

Bekanntmachung. Handelskammer.

Durch Großh. Beschluß vom 17. August 1920, ist Hr. J. P. *Sevénig*, Professor der Handelswissenschaften an der Industrie und Handelsschule in Luxemburg, zum Sekretär der Handelskammer ernannt worden für eine weitere Dauer von sechs Jahren, vom 1. September 1920, ab.

Luxemburg, den 14. September 1920.

*Der General-Direktor des Handels,
der Industrie und der Arbeit,*
H. P e s c a t o r e.

Bekanntmachung. Gemeindeglement.

In seiner Sitzung vom 3. Juli 1920, hat der Gemeinderat der Stadt Luxemburg ein Reglement betreffend die Erhebung der Taxen auf den Jahr- und Wochenmärkten, sowie den Hausierhandel erlassen. - Dieses Reglement ist vorschriftsmäßig genehmigt und veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 13. September 1920.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,*
E. M e u t e r.

Bekanntmachung. Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 werden vom 30. September auf den 14. Oktober 1920, in der Gemeinde Bettembourg, die Statuten und das Projekt einer zu bildenden Genossenschaft für Anlage eines Feldweges, Ort

d'un chemin d'exploitation au lieu dit: « Bei Wolser Höhl » à Nœrtzange.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Bettembourg à partir du 30 septembre prochain.

M. Math. *Diederich*, membre de la commission d'agriculture à Bergem, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 14 octobre prochain, de 8 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, dans la salle d'école à Nœrtzange.

Luxembourg, le 11 septembre 1920.

*Le Directeur général de l'agriculture
et de la prévoyance sociale,*
R. DE WAHA.

genannt: „Bei Wolser Höhl“ zu Nœrtzingen zur Einsichtnahme der Interessenten aufzulegen.

Der Situationsplan, der Kostenaufschlag, ein alphabetisches Verzeichnis der beteiligten Eigentümer sowie das Projekt des Genossenschaftsstatutes sind auf dem Gemeindefretariate von Bettembourg vom 30. September 1920 ab, hinterlegt.

Hr. Math. *Diederich*, Mitglied der Ackerbaukommission zu Bergem, ist zum Untersuchungskommissar ernannt. Die nötigen Erklärungen wird er den Interessenten, am 14. Oktober 1920, von 9-11 Uhr morgens, an Ort und Stelle geben und am selben Tage, von 2-4 Uhr nachmittags, etwaige Einsprüche im Schulsaale zu Nœrtzingen entgegennehmen.

Luxembourg, den 11. September 1920.

*Der General Vizektor der Ackerbau-
und der sozialen Vorsozieté,*
M. de WAHA.

Avis. Titres au porteur.

Suivant déclaration de l'intéressé du 9 août 1920 il a été donné mainlevée de l'opposition formée par exploit de l'huissier P. Weitzel de Luxembourg, en date du 10 mars 1920, au paiement tant du capital que des intérêts échus et à échoir de deux obligations 5 %, de 500 fr. chacune de la Société anonyme de Anceries Réunies Burbach-Eich-Dudelange, établie à Dudelange, mais seulement quant à l'obligation n° 59044 l'opposition frappant le n° 59044 restant maintenue.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 29 de la loi du 16 mai 1920, concernant la perte des titres au porteur.

Luxembourg, le 11 septembre 1920.

Le Directeur général des finances,
A. NIYIN.

231